

# Campagne de solidarité politique avec les victimes de la guerre anti-insurrectionnelle menée aux Philippines



## Sommaire

Brève histoire des Philippines

Qu'est-ce qu'Oplan Bantay Laya ?

Statistiques

Les « 43 de Morong »

Karen Empeño et Sherlyn Cadapan, deux étudiantes « disparues »

*Para sa Iyo, Anak / Pour toi, mon enfant*, par Coni Empeño

La répression politique aux Philippines, par José Maria Sison

Sur la lutte des paysans pour la réforme agraire

Benigno Aquino III, « Noynoy » : le président du changement ?

Militarisation et présence militaire américaine

Le VFA : déjà onze années et combien d'abus ?

Plus d'informations

## Brève histoire des Philippines

**1565-1896** : colonisation espagnole.

**1896-98** : révolution nationale et première république.

**1899-1913** : guerre coloniale américaine.

**1935-46** : « commonwealth » américain.

**1930, août** : création du Parti Communiste des Philippines (Partido Komunista ng Pilipinas, PKP).

**1942-45** : occupation par le Japon.

**1942, mars** : création Hukbalahap (Hukbo ng Bayan Laban sa Hapon, Armée populaire antijaponaise).

**1946** : déclaration d'indépendance.

**1948, novembre** : le Hukbalahap devient le Hukbong Magapalaya ng Bayan (Armée de libération populaire, HMB).

**1954** : reddition massive des membres du HMB.

**1968-69** : création du Parti Communiste des Philippines (CPP) et de la Nouvelle Armée Populaire (NPA).

**1972** : instauration de la loi martiale par Ferdinand Marcos.

**1983** : assassinat de Benigno Aquino, dont la femme, Cory, puis le fils, Benigno, présideront le pays.

**1986** : « People Power ». Arrivée de Cory Aquino au pouvoir.

**1992** : démantèlement des bases américaines de Subic et Clark.

**1999** : signature du Visiting Forces Agreement entre les États-Unis et les Philippines

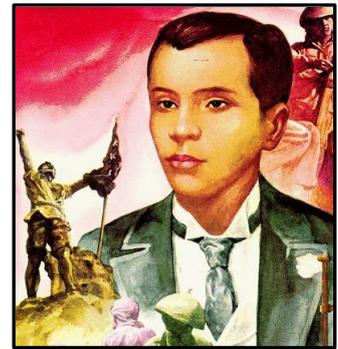
**2001** : « People Power II ». Arrivée de Gloria Macapagal Arroyo (GMA) au pouvoir.

**2002** : George W. Bush, avec l'appui de GMA, ouvre un « deuxième front » à la « guerre contre le terrorisme », appelé « Operation Freedom Eagle ».

**2004, novembre** : « Massacre de l'Hacienda Luisita » (une douzaine de morts, des centaines de blessés).

**2009, novembre 2009** : massacre d'un convoi de partisans d'Esmael Mangudadatu, de journalistes et de juristes dans la province de Maguindanao (Mindanao) : 57 morts.

**2010 (mai)** : élection à la présidentielle de Benigno Aquino III, « Noynoy ».



Andres Bonifacio, héros de la Révolution de 1896



Victimes philippines de la guerre coloniale américaine



Ferdinand Marcos annonce la loi martiale (1972)



Manifestation contre Gloria Macapagal Arroyo

## Qu'est-ce qu'Oplan Bantay Laya ?

C'est sous le régime militaire de Ferdinand Marcos, au début des années 1980, et avec l'aide des États-Unis, que l'armée philippine a commencé à utiliser les techniques de la guerre anti-insurrectionnelle pour essayer de mettre fin à l'insurrection armée communiste, née à la fin des années 1960. En 1986, Marcos a été renversé et le nouveau régime, dirigé par Cory Aquino, toujours appuyé par les États-Unis, a continué sa « sale guerre ». Les *vigilantes* (escadrons de la mort) ont alors fait leur apparition, terrorisant, torturant et assassinant les militant-e-s progressistes et les populations civiles favorables à l'insurrection armée.

Depuis 2001, prenant Abu Sayyaf et ses liens avec Al Qaeda comme prétextes, les États-Unis ont renforcé leur soutien à la guerre anti-insurrectionnelle menée par l'armée philippine. En janvier 2002, le président George W. Bush, avec l'appui inconditionnel de la présidente des Philippines, Gloria Macapagal Arroyo (GMA), a ouvert, dans l'archipel, un « deuxième front » à la « guerre contre le terrorisme », appelé « Operation Freedom Eagle ».

Sous le nom d'Oplan Bantay Laya, depuis presque une décennie, l'Armée philippine mène donc une guerre à la fois contre Abu Sayyaf et le mouvement séparatiste moro (au sud du pays), mais aussi contre l'insurrection armée communiste (dans l'ensemble de l'archipel). En juin 2006, GMA a promis de mettre fin, d'ici la fin de son mandat (juin 2010), à la guerre populaire menée par la NPA (New People's Army) et le CPP (Communist Party of the Philippines). Cette « guerre totale » contre le CPP-NPA s'est traduite par une aggravation de la militarisation des campagnes, des déplacements encore plus nombreux de populations civiles et une augmentation dramatique du nombre des victimes de violations des droits humains.

Il est difficile de chiffrer exactement les victimes d'Oplan Bantay Laya. Mais les organisations luttant contre les violations des droits humains estiment que plus de 1 200 personnes ont été assassinées ou ont « disparues » depuis 2001. Sont tout particulièrement visés les membres de syndicats de paysans (comme KMP) et de travailleurs (comme KMU), d'organisations de femmes (comme Gabriela), de défense des droits humains (comme Karapatan) et d'organisations politiques progressistes (comme Bayan Muna). Mais on compte également parmi les victimes des journalistes, des membres d'organisations étudiantes (les cas de Karen et Sherlyn sont exposés plus loin), des leaders de minorités ethnolinguistiques, des ecclésiastiques, etc. Le cas des "43 de

Morong" est sans doute le plus connu et emblématique de la répression qui touche les personnes investies dans l'amélioration concrète des conditions de vie des communautés les plus pauvres.

Le nouveau président, Benigno Aquino, élu en mai 2010, simultanément à son annonce de la reprise des négociations de paix avec le CPP-NPA-NDF, a prolongé Oplan Bantay Laya qui se terminait normalement avec le mandat de l'ex-présidente (GMA).



Victims of Extrajudicial, Summary or Arbitrary Execution under the Arroyo Government			
Annual Totals: January 21, 2001 to June 30, 2010			
Year	Total	Organized	Women
2001	100	35	11
2002	124	45	14
2003	130	34	14
2004	85	45	11
2005	194	101	14
2006	235	116	25
2007	100	39	14
2008	90	22	18
2009	130	33	32
2010 (June 30)	17	5	0
<b>Total</b>	<b>1,205</b>	<b>475</b>	<b>153</b>

Victims of Enforced or Involuntary Disappearance under the Arroyo Government			
Annual Totals: January 21, 2001 to June 30, 2010			
Year	Total	Organized	Women
2001	8	1	1
2002	10	3	2
2003	11	2	1
2004	23	10	5
2005	32	6	0
2006	78	25	15
2007	30	14	5
2008	9	5	1
2009	4	2	1
2010 (June 30)	1	0	0
<b>Total</b>	<b>206</b>	<b>68</b>	<b>31</b>

Les statistiques ont été réalisées par Karapatan, la principale organisation de défense des droits humains aux Philippines. Elle regroupe en fait une vingtaine d'organisations, dont notamment Desaparecidos (une organisation de proches de « disparu-e-s ») ou SELDA (une organisation d'ex-prisonnier-e-s politiques). L'activité de Karapatan consiste principalement à : mobiliser contre les violations des droits humains ; soutenir les victimes dans leurs démarches ; éduquer en matière de droits humains et documenter les cas de violations des droits humains.



Victims of Extrajudicial Killing and Enforced Disappearance under GMA's Presidency (by sectoral and multi-sectoral organizations) January 21, 2001 to June 30, 2010				
Organization	EJK	ED		
<b>Bayan</b>			<b>NUPL</b>	<b>1</b>
KMP	133	15		<b>0</b>
KMU	24	3	<b>Other organizations</b>	<b>20</b>
Anakbayan	15	3		<b>5</b>
Pamalakaya	8	2	<b>Partylists</b>	
Kadamay	11	0	Bayan Muna	143
LFS	5	0	Anakpawis	50
Courage	4	0	Gabriela Women's Party	2
PCPR	2	0	Kabataan	2
CPA	0	1	Suara Bangsa Moro	2
Kamp	11	0	Anak ng Bayan	0
SCMP	1	0	<b>NDF Consultants/Staff</b>	<b>1</b>
Kalikasan	1	0		<b>11</b>
Piston	1	1	<b>Over-all total organized</b>	<b>475</b>
Secretariat	8	2	<i>Total Women</i>	<b>153</b>
<b>Karapatan</b>			<b>Over-all Total</b>	<b>1,205</b>
Selda	4	2		<b>206</b>
Kasimbayan	1	0		
September 21 Movement	1	0		
Chapters	24	1		

*Based on reports gathered by Karapatan.*

<b>Political Prisoners (PPs)</b>				
as of June 30, 2010				
<b>Region where detained</b>	<b>Total no. of PPs</b>	<b>Women</b>	<b>Minors</b>	<b>Arrested under GMA</b>
Cagayan Valley	8	1	0	7
Cordillera Administrative Region	5	2	0	5
Central Luzon	17	2	0	17
National Capital Region	143	27	6	116
Southern Tagalog	40	6	0	40
Bicol	18	5	0	18
Eastern Visayas	15	5	0	15
Western Visayas	29	2	0	29
Central Visayas	9	0	0	9
Caraga	1	0	0	1
Northern Mindanao	15	4	0	15
Western Mindanao	24	7	0	24
Southern Mindanao	41	2	0	41
SoCSK SarGen	6	0	0	6
<b>Total</b>	<b>371</b>	<b>63</b>	<b>6</b>	<b>343</b>

Quasiment tous les prisonnier-e-s politiques sont accusés de crimes qui ne permettent pas de libérations sous caution, comme des assassinats, des tentatives d'assassinats, des kidnappings, des incendies volontaires, etc. Seuls quelques un-e-s sont accusés de rébellion (qui permet une libération sous caution). Lorsqu'ils/elles sont accusé-e-s de délits mineurs, les cautions sont élevées. Ainsi, Donald Navarro est détenu depuis six ans à San Fernando (Pampanga). Il est accusé de possession illégale d'armes, mais ses proches ne peuvent réunir les 80 000 pesos (1 300 euros) nécessaires à sa libération.



Manifestations de SELDA, une organisation d'ex-prisonnier-e-s politiques et de proches de prisonnier-e-s politiques



Il s'écoule généralement trois jours entre l'arrestation et l'incarcération et/ou la présentation aux médias. Tou-te-s les arrêté-e-s sont torturés psychologiquement et/ou physiquement. Les conditions de détentions mettent souvent en danger la vie des prisonnier-e-s. Le cas le plus emblématique est celui de Jovencio Balweg Jr., 59 ans, qui a récemment subi un pontage coronarien, mais reste incarcéré. Jovencio, un leader d'une minorité ethnolinguistique de la région d'Abra, avait été en première ligne dans la lutte contre le barrage de Chico sous Marcos.

Dans beaucoup de cas, des preuves à charge sont fabriquées. Les cas des députés de Bayan Muna, d'Anakpawis et de Gabriela en 2006 ou de 72 paysans du Sud Tagalog ont été finalement reconnus par la Justice.



## Les « 43 de Morong »

Le 6 février 2010, 43 personnels médicaux ont été arrêtés par des militaires et des policiers, dans la ville de Morong (province de Rizal). Parmi les 43, figurent deux médecins, un infirmier et deux sages-femmes, et surtout des travailleurs et travailleuses de santé communautaire. La situation sanitaire est, dans l'archipel, déplorable et la population, dans les villes comme dans les campagnes, a largement recours à ces « personnels de santé communautaire », des bénévoles formés aux premiers soins et aux médecines traditionnelles (phytothérapie, massages et acupuncture notamment).

Au moment de leur arrestation, les « 43 de Morong » suivaient une formation pour soigner en l'absence d'équipements médicaux. Leur formation était sponsorisée par deux ONG, Community Medicine Foundation (COMMED) et Council for Health (CHD), deux ONG connues et reconnues pour leur engagement dans la santé communautaire. Les militaires ont accusé les « 43 de Morong » d'être des membres de la Nouvelle Armée Populaire (NPA) s'entraînant à la préparation d'explosifs. Ce n'est pas la première fois que des personnels de santé communautaire sont, aux Philippines, accusés d'être membres de la guérilla communiste, cette répression s'inscrit dans la logique de lutte contre-insurrectionnelle menée par l'État philippin dont sont victimes les communautés les plus pauvres.

L'arrestation des « 43 de Morong » a été entachée de nombreuses violations des droits humains : tortures psychiques, physiques et à caractère sexuel pendant cinq jours dans le Camp de Capinpin à Tanay (province de Rizal). De plus, les « 43 de Morong » n'ont pas été informé-e-s des raisons de leur arrestation et n'ont pas pu recevoir la visite d'avocats. Au bout de ces cinq jours de torture, hélas, cinq de ces travailleurs de santé communautaire sont devenus des « témoins de l'État » (*State witnesses*), à charge contre leurs collègues et les autres ont été transférés au Camp militaire de Bagong Diwa (« Nouvelle conscience »).

Le 22 juillet, l'une des « 43 de Morong », Judilyn Carina Oliveros, a accouché, par césarienne, au Philippine General Hospital (PGH). D'abord maintenue, avec son enfant, dans une chambre du PGH, les autorités judiciaires ont décidé, début août, que Judilyn soit séparée de son fils, puis que les deux soient (r)envoyés à Bagong Diwa. Judilyn et son fils ont été réincarcérés et, lorsque les autres prisonnier-e-s ont vu arriver Judilyn menottée, ils ont effectué un « noise barrage ». En représailles, les autorités pénitentiaires ont privé les prisonnier-e-s de visites pendant une journée. Mais le 30 août, la Justice a ordonné que Judilyn et son fils soient de nouveau placés au PGH. Il s'agit d'une première victoire. Mais Mercy Castro, 27 ans, a également accouché en octobre, après avoir particulièrement souffert des conditions de détention, et Jane Balleta, la petite-fille de feu Crispin Beltrana, un célèbre syndicaliste, a eu des crises d'épilepsie pour lesquels elle n'a bénéficié d'aucun soin approprié.

De nombreuses manifestations ont, aux Philippines, exigé la libération des « 43 de Morong ». Elles ont permis que leurs proches puissent les visiter. Une bataille juridique pour leur remise en liberté a été lancée, mais aussi une bataille politique : le nouveau président, Benigno Aquino, élu en mai dernier, avec un programme de respect des droits humains, a reconnu publiquement l'existence

d'irrégularités dans le cas des « 43 de Morong », mais les seules libérations qu'il a décidé concernent des militaires putschistes.



## Karen Empeño et Sherlyn Cadapan, deux étudiantes « disparues »



Réunion à UP pour Karen et Sherlyn

Karen Empeño et Sherlyn Cadapan sont devenues, sur les campus philippins, les symboles des violations des droits humains que subissent les militant-e-s politiques dans le pays. Ces deux étudiantes de l'University of the Philippines (UP) ont « disparu » le 26 juin 2006 à Hagonoy, dans la province de Bulacan (au nord de Manille). Des militaires sont soupçonnés de leur disparition.

Un nom revient souvent dans les témoignages qui permettent de retracer ce que sont devenues Karen et Sherlyn : celui du général Jovito Palparan. Surnommé « le boucher », le général avait été affecté à Bulacan pour y mener, comme il l'avait fait quelques années auparavant à Mindoro, des opérations militaires contre la guérilla communiste. Les nombreux cas de disparitions et de tortures, de représailles sur les populations civiles, qui se sont produits sous sa responsabilité lui ont valu ce surnom de « boucher ».

Des témoignages concordant établissent que des hommes du général Palparan ont enlevé, torturé et violé Sherlyn et Karen. Un paysan, Manuel Merino, a été enlevé en même temps qu'elles deux. Raymond Manalo, un paysan également de Bulacan, a témoigné devant la justice philippine (mais aussi devant le conseil des Nations Unies aux droits de l'homme) que lui et son frère, Reynaldo, ont été enlevés en février 2006 et torturés par les hommes du général Palparan dans un camp militaire. C'est dans ce camp – dont il s'est plus tard miraculeusement sauvé – qu'il a vu Merino être brûlé vivant par des soldats, qu'il a pu voir aussi Sherlyn et Karen, entendre leurs cris lorsqu'elles ont été torturées et violées.

Karen et Sherlyn étaient des militantes politiques. Le père de Karen, Oscar, avait été un dirigeant local d'un syndicat de travailleurs à Zambales. Karen étudiait la sociologie à UP, où elle était membre de la League of Filipino Students (LFS). Sherlyn, elle, étudiait le sport. Elle était membre de la sororité Beta Lambda Kappa Sorority et avait été élue représentante du département de sports en 1999.

Les deux jeunes femmes, lors de leur « disparition », se rendaient dans des communautés paysannes déshéritées de la province de Bulacan. Depuis juin 2006, à UP comme sur d'autres campus philippins, Karen et Sherlyn sont les symboles de la répression qui s'abat sur les militant-e-s politiques. Leurs proches mènent inlassablement un combat pour que les militaires expliquent ce que sont devenues Karen et Sherlyn. Ils ont rejoint Desaparecidos, une organisation qui réunit des dizaines de proches de « disparu-e-s ».



Fresque murale à UP

## ***Para sa Iyo, Anak / Pour toi, mon enfant***

par Coni Empeño,  
membre de Desaparecidos

Kung meron lang taglay na kapangyarihan  
Aking pipigilan paglubog ng araw;  
Pilit sumisiksik sa aking isipan,  
Ang giliw kong anak na siyang inagaw

Sa tuwing sasapit ang aking pagtulog  
Luha at hinagpis ang siyang bumabalot;  
Naisin ko mang ibaon sa limot,  
Subalit di kaya at binabangungot.

Sa buong magdamag mga mata'y dilat  
Ang dilag na anak sa isipa'y yakap;  
Nang dahil sa kanya pamilya'y namulat,  
Sa dusa ng bayan lalo na ng mahirap.

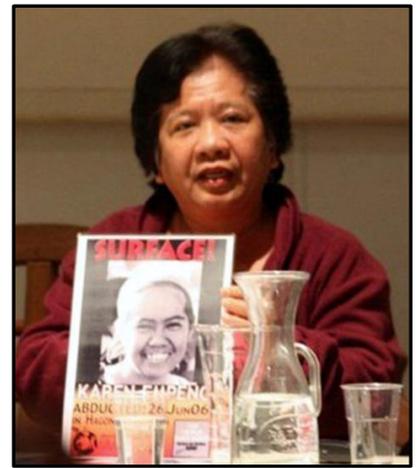
Huwag pabayaang ganitong lagay  
Bayang sinisinta'y dapat ipaglaban.  
Sa mga namumuno na lubhang gahaman,  
Dapat maputol na itong kabuhungan.

Sa akung sarili ay naipangako  
Sinimulan ng anak di dapat mabigo  
Kyang ipinaglaban huwag isusuko,  
Ipagpapatuloy gawaing nahinto.

Kaya ang hiling sa Poong Maykapal,  
Pagkalooban ako ng mahabang buhay.  
Katawang malusog sa paggawa ng mga bagay  
Tungo sa landas ng kadakilaan



Manifestation de Desaparecidos devant un  
camp militaire



Si j'en avais la possibilité  
J'arrêterai le coucher de soleil.  
Mais je suis contrainte de penser  
À mon enfant bien-aimé qui a été enlevée.

Chaque fois que je m'apprête à m'endormir,  
Seules les larmes et la douleur m'enveloppent.  
J'aimerai être ensevelie dans l'oubli  
Mais ce n'est pas possible et les cauchemars n'en  
finissent pas.

Toute la nuit mes yeux restent grand ouverts  
Et j'embrasse en pensée mon admirable enfant.  
Grâce à elle la famille a ouvert les yeux  
Sur les souffrances du pays, surtout celles des  
plus pauvres.

N'ignorons pas la situation,  
Nous devons nous battre pour notre cher pays,  
Contre des dirigeants extrêmement cupides.  
Leurs crimes doivent être stoppés.

J'ai promis à moi-même  
Que ce qu'a commencé mon enfant ne doit pas  
échouer,  
Que je ne renoncerais pas à son combat  
Et que je continuerai à faire ce pour quoi elle a  
été stoppée.

Pour cette raison je prie Dieu  
De m'accorder une longue vie  
Et un corps fort pour entreprendre des actions  
Vers le chemin de la dignité.



## La répression politique aux Philippines

par le professeur José Maria Sison

Président de la Ligue Internationale de la lutte des peuples

La Haye, Pays-Bas, 31 Octobre 2009

Je remercie le Comité international contre les disparitions, IBON l'Europe et les réfugiés philippins aux Pays-Bas de m'avoir invité à donner un bref aperçu sur la politique de répression aux Philippines.

C'est un honneur et un privilège pour moi de parler par la même occasion avec Edith Burgos et Jayel Burgos, dont le bien-aimé Jonas Burgos<sup>1</sup> a été victime de disparition forcée par les forces militaires du régime Arroyo.

J'ai toujours admiré le regretté José Burgos et toute sa famille pour leur sens élevé du patriotisme et du dévouement à la démocratie. Je suis heureux de fournir un arrière-plan général, historique, socio-économique et politique à la présentation d'Edith de la situation actuelle des droits de l'homme aux Philippines et celle de Jayel du Mouvement "Jonas Free".

### Histoire de la répression et de l'exploitation aux Philippines

Le peuple philippin a longtemps souffert d'une histoire de répression et d'exploitation. Il a traversé plus de trois siècles de domination coloniale par l'Espagne, du 16<sup>e</sup> au 19<sup>e</sup> siècle. Après qu'il ait gagné l'indépendance nationale en 1898, les États-Unis ont déclenché une guerre d'agression impérialiste pour la conquête des Philippines. Ils ont imposé une domination coloniale et planifié une économie semi-féodale. En 1946, ils ont instauré un État fantoche pour gouverner le système semi-colonial et semi-féodal actuel.

Ceux qui ont exercé le pouvoir politique aux différentes périodes de l'histoire des Philippines ont réprimé le peuple philippin non pas simplement pour le plaisir d'intimider, d'emprisonner, de torturer et tuer des gens, mais pour des raisons aussi froides et cyniques que l'accumulation de la richesse privée à travers l'exploitation et toutes les satisfactions sociales et culturelles que la richesse apporte.

Le colonialisme espagnol est arrivé aux Philippines d'abord à la recherche d'or et d'épices. Ce fut une poursuite à long terme d'un pur pillage sous l'impulsion du capitalisme mercantile européen. En plus de la dépossession et de la prolétarianisation des paysans de l'Europe, le colonialisme est une des principales méthodes de l'accumulation primitive du capital. Les colonisateurs espagnols ont utilisé la tactique du "diviser pour régner" et réprimé le peuple philippin afin de maintenir une situation coloniale et un système féodal.

---

<sup>1</sup> Jonas Burgos a été enlevé dans un restaurant de Quezon City le 28 avril 2007. Il était membre du syndicat de paysans KMP. Son père, Jose, était un journaliste et militant de la liberté de l'époque Marcos [NdE].

Les formes les plus brutales de répression ont été appliquées aux gens qui s'opposaient au système ou un seul de ses aspects. Même lorsque le sang n'était pas versé, l'exploitation était une forme quotidienne et généralisée de violence envers les gens qui étaient tenus au travail forcé, à payer les redevances féodales et l'impôt religieux. En fin de compte, le peuple philippin a développé une conscience nationale et une unité révolutionnaire d'objectifs, s'est battu pour l'indépendance nationale et a remporté la première révolution démocratique bourgeoise de toute l'Asie.

Malheureusement, les USA sont intervenus et ont commencé une guerre d'agression contre le peuple Philippin. Cette guerre a tué 1,5 millions de Philippins de 1899 à 1913 afin d'imposer un système colonial et semi-féodal sur les Philippines. Le nouveau système colonial du capitalisme monopoliste américain impliquait une méthode d'exploitation dans lequel les investissements directs et indirects ont été faits par les banques américaines et les entreprises sur un nombre limité d'entreprises modernes, afin de faciliter l'exportation des matières premières et la réalisation de superprofits.

Pendant toute la période de la domination coloniale directe, les États-Unis ont adopté et appliqué des politiques de répression contre la classe ouvrière grandissante, contre les masses paysannes qui réclamaient une réforme agraire et contre tout le peuple Philippin qui réclamait l'indépendance réelle, immédiate et complète. Les impérialistes américains et leurs alliés réactionnaires locaux sont devenus encore plus répressifs lorsque le Parti communiste, le parti révolutionnaire de la classe ouvrière, est apparu en 1930 et affronté le pouvoir en place.

Une autre puissance impérialiste, celle du Japon, s'est emparée Philippines de 1942 à 1945 et prélevé un "péage" d'un million de morts sur les Philippins dans des actes barbares de répression. Au même moment, les conditions de la Seconde Guerre mondiale et l'occupation japonaise ont donné naissance au mouvement révolutionnaire armé du peuple<sup>1</sup> dirigé par le Parti, fusion des partis communiste et socialiste dans certaines régions.

En reconquérant les Philippines sur le Japon, les États-Unis ont semé de lourdes destructions sur la vie et les biens des Philippins. Peu de temps après le débarquement de leurs troupes sur le sol philippin à la fin de 1944, ils ont cherché à détruire les forces révolutionnaires du peuple qui avaient pris de l'avant dans la libération du centre de Luzon. En tout cas, les forces révolutionnaires et le peuple conservèrent leurs armes et exigèrent la libération nationale et la démocratie pour les Philippines.

### **La répression sous le système semi-colonial et semi-féodal**

Les États-Unis accordèrent une sorte d'indépendance factice aux Philippines et établirent un gouvernement fantoche en 1946. Depuis lors, les Philippines ont été un pays semi-colonial et semi-féodal. Les États-Unis reconnurent aux politiciens et aux bureaucrates des grands compradores et grands propriétaires terriens la responsabilité de l'administration nationale. Mais ils ont conservé leur puissance économique et militaire ainsi que la domination politique et culturelle à travers des traités inégaux, accords et arrangements.

Les États-Unis ont continué de diriger les Philippines, mais cette fois indirectement, par les classes réactionnaires locales. Les factions des représentants politiques de ces classes ont alterné dans l'administration de la république fantoche, d'abord par le duopole des partis Libéral et Nationaliste de 1945 à 1972, puis avec le monopole du pouvoir politique par le parti fasciste Kilusang Bagong

---

<sup>1</sup> Le Hukbalahap, Armée populaire antijaponaise, est mise en place par le PKP en 1942 [NdE].

Lipunan de 1972 à 1986<sup>1</sup>, et actuellement par la multiplicité des partis réactionnaires et des coalitions.

Quelque soit celui de ces partis qui a pris les rênes de l'administration nationale, elle a été asservie aux intérêts du capitalisme monopoliste américain et des classes d'exploiteurs locaux. Elle a utilisé tous les moyens pour réprimer les forces patriotiques et progressistes et les mouvements de masse du peuple pour la libération nationale et la démocratie. Elle collabore étroitement avec les États-Unis à entreprendre la répression.

Les États-Unis ont le plus grand intérêt et la parole la plus décisive dans l'élaboration des politiques et la planification de la répression dans les Philippines. Ils assurent la direction stratégique, l'endoctrinement, la formation des officiers et le matériel militaire aux appareils de répression. L'armée et les forces de police sont soumises aux États-Unis. Jusqu'en 1992, ils étaient contrôlés par les forces militaires américaines dans les énormes bases militaires américaines qui existaient aux Philippines.

Même après que leurs bases militaires ont été démantelées en 1992<sup>2</sup>, les forces militaires américaines ont continué à contrôler les forces de répression dans les Philippines. Ils ont fait de même depuis leurs bases militaires au Japon, en Corée du Sud, à Guam et en Australie. Ils couvrent les Philippines avec des satellites, des patrouilles aériennes et des patrouilles navales. Ils contrôlent le système sonar et radar des Philippines. Ils ont des postes militaires dans les camps militaires philippins ainsi que des conseillers, des formateurs, des assesseurs et des unités embarquées dans l'armée philippine et les bureaux et les unités de police.

Les États-Unis ont utilisé les régimes des [Présidents] Roxas, Quirino et Magsaysay pour attaquer et détruire les forces révolutionnaires du peuple philippin dans la période de 1946 à 1957. La colonne vertébrale du mouvement révolutionnaire armé<sup>3</sup> a été brisée de façon stratégique dans les années 1950 à 1952, avec plus de 10.000 militants et cadres de masse torturés et assassinés par les militaires. Alors que ce mouvement disparaissait, les États-Unis et les réactionnaires locaux devenaient encore plus répressifs et promulguèrent la loi anti-subversion en 1957 dans le but de détruire tout vestige, réminiscence ou successeur de l'ancien Parti, [résultant de] la fusion des partis communiste et socialiste.

Cependant, la crise chronique du régime philippin a continué à s'aggraver au cours des régimes de Garcia, Macapagal et Marcos dans la période de 1957 à la fin des années 1960. Les révolutionnaires prolétariens relancèrent la lutte et le mouvement de masse anti-impérialiste et anti-féodal parmi les travailleurs, les paysans et les jeunes. Les régimes fantoches ont tenté de réprimer le mouvement de masse. Au lieu de cela, celui-ci monta en puissance et conduisit à la fondation du nouveau Parti Communiste des Philippines [CPP] en 1968 et de la Nouvelle Armée Populaire [NPA] en 1969.



Sous l'instigation des États-Unis, le régime de Marcos décida de déclarer la loi martiale et d'imposer une dictature fasciste sur les Philippines en 1972, dans le vain espoir de détruire le CPP et la NPA. En quatorze ans, de 1972 à 1986, l'armée et la police ont arbitrairement arrêté et

<sup>1</sup> Période de la loi martiale de Ferdinand Marcos [NdE].

<sup>2</sup> Bases militaires de Clark et de Subic [NdE].

<sup>3</sup> Hukbong Magapalaya ng Bayan (Armée de libération populaire, HMB)

détenu des centaines de milliers de personnes, torturé plus d'une centaine de milliers, assassiné des dizaines de milliers et déplacé plus de 5 millions de personnes.

Dans le procès des droits de l'homme contre Marcos devant le système judiciaire américain, près de 10.000 cas de disparitions, de tortures et d'exécutions extrajudiciaires ont été rapportés et prouvés. Mais la justice et l'indemnisation pour les victimes de violations des droits de l'homme ont été hors de portée aux Philippines. Pas un seul militaire ou policier n'a été puni pour une seule des violations des droits de l'homme.

Les États-Unis et les réactionnaires locaux ont maintenu le système de l'impunité pour les auteurs de la répression, du niveau de Marcos au commandant en chef de l'armée. Ils ont décidé en 1986 d'abandonner Marcos et de mettre fin à l'autocratie flagrante uniquement parce qu'il n'avait pas réussi à réprimer le mouvement révolutionnaire, et aussi parce qu'il avait mis tout le système en danger en assassinant son rival politique [Benigno] Aquino, en 1983.

Par la suite, ils se sont assurés que les régimes post-Marcos continueraient la répression du peuple philippin même sans la loi martiale, en vue de maintenir le système d'exploitation par les banques et les entreprises multinationales et les compradores locaux et grands propriétaires terriens. Les appareils de répression et leurs officiers sont restés intacts et ont continué à s'engager dans des violations des droits de l'homme contre le peuple, les forces démocratiques légales et les forces révolutionnaires.

La veuve d'Aquino, [Cory], est devenue présidente et a mis en place une façade démocratique libérale à son régime réactionnaire. Après avoir consolidé sa position dominante et feint de chercher un accord de paix avec le mouvement révolutionnaire, elle a dégainé l'épée de la guerre et de la répression avec [le plan militaire] Oplan Lambat Bitag et sous la doctrine dictée par les États-Unis des "conflits de basse intensité" contre les forces révolutionnaires et le peuple. Les régimes suivants des [Présidents] Ramos, Estrada et Arroyo auront leurs plans opérationnels nationaux respectifs et chercheront aussi à réprimer le mouvement révolutionnaire, malgré des



périodes courtes de pure forme sur la nécessité de négociations de paix.

Ce à quoi nous sommes confrontés aujourd'hui aux Philippines sous le régime Arroyo, est du terrorisme d'État sous Oplan Bantay Laya, inspiré par la guerre globale de terreur américaine et soutenue par l'augmentation des approvisionnements de l'armée américaine et par le déploiement permanent de troupes interventionnistes des États-Unis dans le cadre du Visiting Forces Agreement

. Les États-Unis et les réactionnaires locaux aux Philippines ont la prétention de lutter contre le terrorisme, mais ils sont en fait ceux qui pratiquent le terrorisme à travers les violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme.

Oplan Bantay Laya a impliqué 1093 cas avérés d'exécutions extrajudiciaires, 209 de disparitions forcées, des centaines de personnes détenues sur des accusations forgées de toute pièce, plus d'un millier de victimes de la torture, et des centaines de milliers de victimes de l'évacuation forcée. Les forces réactionnaires militaires accroissent leurs violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme en suivant l'ordre impossible du régime Arroyo de détruire ou de réduire le mouvement révolutionnaire armé à un niveau inconséquent avant juin 2010.

Le régime Arroyo est devenu célèbre dans le monde entier pour l'enlèvement, la torture et les exécutions extrajudiciaires de militants sociaux non armés, y compris des travailleurs, paysans,

femmes, jeunes, prêtres et pasteurs, des défenseurs des droits humains et des journalistes. Les auteurs de violations des droits de l'homme désignent leurs victimes en faisant de fausses accusations de terrorisme, de rébellion et d'assassinat et en les mettant sur la liste des ennemis de l'État. Puis, les enlèvements, les tortures et les exécutions extrajudiciaires suivent.

Plus fort encore, la machine de guerre psychologique des forces armées réactionnaires prétend mensongèrement que les victimes ont commis des délits contre le mouvement révolutionnaire et ont donc été victimes de leurs propres camarades. Le niveau criminel de ruse et de malice des auteurs de violations des droits humains sous le régime Arroyo surpasse celui de la dictature fasciste de Marcos.

### **Répression à venir et besoin de solidarité internationale**

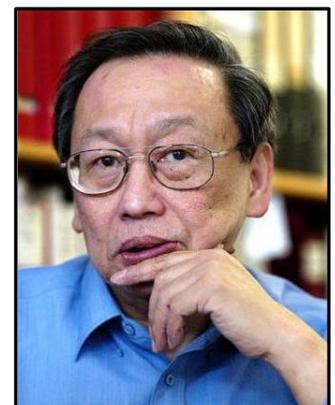
La crise actuelle du système mondial capitaliste est la plus grave depuis la Grande Dépression, elle va continuer à empirer dans les années à venir parce que les puissances impérialistes ne sont pas en train de la résoudre, mais de l'aggraver en utilisant l'argent public pour renflouer les grandes banques et sociétés et augmenter leurs profits sur leurs bilans, et non pas pour relancer l'économie et accroître l'emploi. Les puissances impérialistes et leurs marionnettes font la promotion du chauvinisme, du racisme et du fascisme et utilisent de plus en plus la répression d'État et le déclenchement de guerres d'agression, afin de surmonter la résistance des peuples et des mouvements de libération nationale.

La crise du système politique philippin continuera de s'aggraver en raison de ses faiblesses internes et de la crise économique mondiale. Pendant des décennies, les États-Unis ont dirigé la politique de mondialisation néolibérale qui a encore aggravé le caractère sous-développé, préindustriel et agricole de l'économie philippine. La demande pour les matières premières des Philippines et les produits semi-manufacturés d'exportations a diminué. La dette est en augmentation et de nouveau le crédit est en baisse.

Le mécontentement social est largement répandu et intense parmi les masses laborieuses des ouvriers et des paysans et la couche sociale moyenne en raison de la hausse du chômage de masse, l'effondrement des revenus réels, la flambée des prix des denrées de base et des services, la charge fiscale croissante, l'absence ou l'insuffisance de services sociaux et autres problèmes socio-économiques. Les dirigeants des Philippines ne résolvent pas ces problèmes, mais de plus en plus déchaînent la violence pour réprimer les protestations de la population et les demandes de respect de leurs droits et d'amélioration de leurs conditions sociales.

Les États-Unis et les réactionnaires locaux reportent le fardeau de la crise sur les travailleurs. Dès lors qu'ils exploitent plus le peuple, ils répriment plus les gens, cherchant à empêcher ou stopper la résistance. Les larges masses du peuple Philippin sont capables de lutter pour leurs droits et leurs intérêts. Mais ils ont aussi besoin de la solidarité et du soutien des peuples du monde pour lutter contre les puissances impérialistes, plus efficacement.

**José María Sison** est le fondateur du Parti Communiste des Philippines (1968). Incarcéré de 1977 à 1986 (sous Marcos), l'État philippin l'a contraint à l'exil en 1986. Il est depuis réfugié aux Pays-Bas. Considéré par les États-Unis et l'Union européenne comme un « terroriste » en 2002, « Joma » a fait face à plusieurs tentatives d'extradition de l'État philippin. Celui-ci le soupçonne de continuer à diriger le CPP.



## Sur la lutte des paysans pour la réforme agraire

Trois-quarts des pauvres aux Philippines vivent à la campagne. Aujourd'hui, les paysans ploient toujours sous le joug des consortiums agraires, bancaires et commerciaux. Voici quelques données qui illustrent la précarité de leur situation :



Entrée de l'hacienda Luisita

- Les petits paysans versent 30% à 90% de leur récolte au propriétaire foncier pour lequel ils travaillent. La formule dite de « *tersyuhan* » ( 1/3 pour le paysan, 2/3 pour le propriétaire) est très couramment appliquée.
- Au niveau national, le salaire journalier minimum d'un ouvrier agricole varie entre 3 et 5 euros. En réalité, sur l'île de Negros et dans les régions de Samar et de la Cagayan Valley, il est respectivement de 0.30, de 1.1 et 1.5 euro.
- Les paysans payent des prix élevés pour acquérir des engrais et des pesticides. A l'inverse, la vente de leurs récoltes ne leur rapporte pratiquement rien.
- Les taux de remboursement des emprunts sont astronomiques : 20% par mois, 200% par récolte ou 400% par an. Dans la province du Mindoro Oriental, les paysans remboursent des emprunts équivalents à 30 euros avec 4 sacs de riz, soit quatre fois la valeur de la dette qu'ils ont contractée.

Aux Philippines, les 350 années de domination coloniale espagnole ont mené à la formation d'une petite élite de propriétaires fonciers et à l'instauration de structures semi-féodales à la campagne. Dans une société rurale, détenir de la terre signifie détenir du pouvoir, aussi bien politique qu'économique. Dès lors, on comprend pourquoi les organisations progressistes ont toujours fortement investi la lutte pour une juste répartition des terres. Nous n'évoquons pas ici la question des minorités ethnolinguistiques qui ont été très largement dépossédées de leurs terres. Si la loi philippine est censée protéger leurs « domaines ancestraux », en réalité, les minorités sont confrontées aux mêmes difficultés que l'ensemble des paysans philippins.

Dans les années 1950, les premiers programmes de réforme agraire ont vu le jour. Ils n'ont pas provoqué beaucoup de changements et la pauvreté s'est maintenue dans les campagnes. En 1986, la *People Power* mettait un terme à la dictature de Ferdinand Marcos. Deux ans plus tard, en 1988, poussée par la population, la nouvelle présidente Corazon Aquino initiait une réforme agraire. Fortement soutenues par les organisations paysannes, les propositions de loi promettaient de profonds changements, mais sous la pression des propriétaires fonciers, le parlement vidait les textes de leur substance en y introduisant de nombreux amendements. Le *Comprehensive Agrarian Reform Program* (CARP) qui en resulta promettait de partager, en l'espace de 10 ans, 10,3 millions hectares de terres agricoles entre 4 millions de familles paysannes sans terre.

Dès le début, les organisations progressistes de paysans ont très fortement critiqué le CARP car il ne remettait pas en cause l'organisation semi-féodale des campagnes. Ainsi, le CARP contient

diverses clauses - comme les *schémas de leaseback*<sup>1</sup> et des *stock distribution options (SDOs)*<sup>2</sup> - qui ne rendent pas obligatoire le transfert des terres. En fait, ces clauses permettent aux propriétaires fonciers d'appliquer la réforme agraire tout en conservant le contrôle sur les terres et des paysans qui les exploitent. Par ailleurs, le CARP contient d'autres dispositions qui leur permettent de céder leurs terrains de façon fortement avantageuse. Ainsi, la loi leur octroie des compensations supplémentaires en cas d'« offre volontaire de terres cédées à la vente » (*Voluntary-Offer-to-Sell, VOS*) et de « transfert volontaire de terres » (*Voluntary Land Transfer, VLT*), une formule qui prévoit que le propriétaire négocie directement le prix du terrain avec le paysan. Toutes ces dispositions sont régulièrement appliquées alors que la clause, la plus juste socialement, celle d'« achat obligé » (*Compulsory Acquisition, CA*), n'est utilisée que dans une petite minorité de cas.

Outre ces carences, le CARP pèse lourdement sur le budget de l'Etat. En effet, lorsqu'ils acquièrent un terrain, les bénéficiaires de la réforme paient - selon leurs revenus - une partie du prix d'achat au propriétaire, mais pour que ce dernier bénéficie d'une « juste indemnisation », les pouvoirs publics suppléent. Dès lors, pour nombre de personnes, le CARP n'est pas une tentative sérieuse de redistribuer équitablement la terre entre des millions de paysans. Il s'assimile plutôt à un ensemble de mesures, à un cadre extrêmement favorable aux propriétaires et dans lequel l'Etat joue un rôle d'intermédiaire.

### Les années 1990 : Le CARP courtise le marché

Pendant la présidence de Corazon Aquino (1986-1992), la confrontation avec les propriétaires fonciers a été soigneusement évitée. A l'époque, la plupart des terres redistribuées étaient en fait des propriétés publiques ou des terrains offerts via les programmes VOS et VLT (particulièrement avantageux pour les propriétaires). Souvent, il s'agissait de terres peu productives. Cette période a aussi été marquée par une recrudescence de la corruption, des scandales impliquant des propriétaires fonciers et des fonctionnaires du CARP.

Dans les années 1990, sous la présidence de Fidel Ramos (1992-1998), l'influence croissante des idées néo-libérales, couplée à l'idée qu'il faut trouver une solution « aux problèmes posés par les terres litigieuses », ont mené à une adaptation de la réforme. A l'époque, la Banque Mondiale se prononce pour une suspension de la clause dite d'« achat imposé ». En outre, elle se déclare favorable à une réforme agraire complètement pilotée par le marché et basée sur le principe du « *willing seller-willing buyer* ».

Sur le terrain, il y a aussi eu des changements. Suite à une scission au sein du mouvement national démocratique, de nouvelles ONG et de nouvelles organisations paysannes favorables au CARP ont vu le jour. La Banque Mondiale et les autres donateurs internationaux ont soutenu des programmes comme les *Agrarian Reform Communities (ARCs)*. Des groupes de petites fermes ont été encouragés à produire pour l'exportation et à s'intégrer à l'agro-industrie.

Le gouvernement utilise les *Agrarian Reform Communities* pour



<sup>1</sup> Les terres font l'objet d'un accord de *leasing* « négocié » entre le paysan et l'investisseur.

<sup>2</sup> Les bénéficiaires ne reçoivent pas un terrain, mais une part de la coopérative. Il n'y a donc pas un véritable transfert de terres.

redorer le blason du CARP et pour concentrer sur ces projets les moyens financiers qui devaient être alloués aux paysans bénéficiant de la réforme. Dépourvus de soutien, les paysans ont souvent perdu leurs terres, lesquelles ont été restituées à leur ancien propriétaire.

Simultanément, la grande influence des propriétaires fonciers au parlement et dans l'administration s'est avérée très efficace pour brider les ambitions du CARP et retarder sa mise en oeuvre. En 1996, les objectifs de départ ont été revus à la baisse. Il ne s'agissait plus de partager 10,3 millions d'hectares, mais seulement 8 millions. De même, la quantité de terres privées visées par la réforme a elle aussi été rabotée de 5.3 millions d'hectares à 3 millions d'hectares. Les « terrains publics » qui ont échappé à la redistribution étaient en réalité des terrains contrôlés par de gros propriétaires fonciers (pâturages pour les élevages, exploitations forestières, etc.).

La mise en oeuvre du CARP a été systématiquement ralentie en lui allouant trop peu de moyens financiers. Par ailleurs, la lenteur de la réforme et les multiples clauses d'exception du programme ont permis aux propriétaires fonciers privés d'éviter la réforme agraire. Une des méthodes utilisées par les autorités locales, traditionnellement bien contrôlées par l'élite, a consisté à changer l'affectation des terrains agricoles. Elles sont ainsi parvenues à soustraire des terres de la réforme ou à obtenir leur restitution.

Durant les mandats de Joseph Estrada (1998-2001) et de Gloria Macapagal Arroyo (GMA, 2001-2010), cette approche mercantile a pris de l'ampleur. De nouvelles clauses, les *Agribusiness Venture Agreement*", ont donné aux propriétaires fonciers et aux multinationales des moyens supplémentaires pour maintenir et renforcer leur emprise sur la production agricole.

Alors que le CARP s'attaquait à la redistribution des terres privées, la tension sur le terrain a progressivement crû. Les propriétaires fonciers ont de plus en plus recouru à des moyens légaux et illégaux pour intimider les paysans. Quant à leurs milices, elles ont empêché les paysans d'accéder aux terres ou les en ont chassés. L'utilisation de la ruse, le recours à l'intimidation et à des procédures plus ou moins légales sont devenues monnaie courante.

Sous la présidence de GMA, la violence à l'égard des paysans et de leurs leaders a considérablement augmenté. Ces personnes ont été les principales victimes d'une vague d'assassinats et de disparitions politiques qui a déferlé sur les Philippines à partir de 2001. Plus de 420 paysans ont été assassinés et le syndicat paysan Kilusang Magbubukid ng Pilipinas (KMP) a perdu 148 de ses membres (133 ont été assassinés et 15 ont « disparu »).



## De CARP à CARPER

Après 20 ans « de réformes », le bilan du CARP est très maigre. Non seulement la pauvreté dans les campagnes est deux fois plus importante que dans les villes, mais CARP n'a pas contribué à améliorer l'existence des paysans philippins. Selon les chiffres officiels, seulement 1.9 million d'hectares de terres agricoles privées ont été distribués depuis 1988. Selon KMP, 82% de ces terres n'ont en fait pas été réellement attribuées à des paysans car des procédures judiciaires sont encore en cours.

C'est dans ce contexte qu'en 2008 que le CARP devait prendre fin. Or le ministère de la réforme agraire a plaidé pour sa reconduction, une position soutenue par la présidente Gloria Arroyo et par différents acteurs sociaux, comme le CBCP (Catholic Bishops Conference of the Philippines<sup>1</sup>),

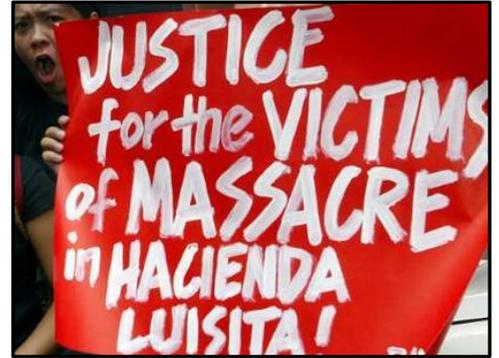
<sup>1</sup> Organe officiel de la hiérarchie catholique aux Philippines.

un certain nombre de partis, d'organisations et d'une partie des grands propriétaires fonciers. Alors que certains, comme le CBCP, proposaient d'augmenter les budgets et d'investir plus de moyens dans le soutien aux communautés paysannes qui avaient reçu des terres, les propriétaires fonciers se mobilisaient pour que la clause les obligeant à vendre leurs terrains disparaissent.

En 2009, une nouvelle loi a été votée : la Comprehensive Agrarian Reform Program Extension with Reforms (CARPER). Elle stipule que les terres agricoles privées ne pourront être distribuées qu'une fois que 90% des objectifs de CARP auront été atteints (c'est-à-dire, au rythme actuel, jamais...).

### **Le symbole de l'Hacienda Luisita**

L'Hacienda Luisita est une plantation de sucre de 6 500 hectares détenue par le clan Conjuangco-Aquino, auquel appartient Benigno Aquino III, le président élu en mai dernier. Dans le cadre de la réforme agraire et pour éviter la redistribution de ses terres, le clan en a transformé une partie en terrains de golf et surtout il a invoqué la clause SDO. Celle-ci lui a permis non pas d'attribuer directement des terrains aux travailleurs de la plantation, mais de les déclarer « co-propriétaires » ce qui leur donnerait accès à une part des bénéfices. Néanmoins et de diverses façons, le clan s'est toujours opposé au partage des profits. En novembre 2004, pour briser le mouvement de résistance des paysans et de leur famille, des militaires ont été envoyés : un millier de soldats ont pris d'assaut la plantation. Douze grévistes et deux enfants ont été tués et des centaines de travailleurs blessés dans le « massacre de l'Hacienda Luisita ».



En 2010, les quelques 10 000 paysans qui travaillent sur l'Hacienda n'ont toujours pas reçu la moindre parcelle de terre : l'accord qui avait été proposé par les propriétaires est toujours devant les tribunaux. Par ailleurs, les victimes du massacre et leurs proches continuent à demander justice : aucun responsable n'a été jusqu'à maintenant désigné officiellement. Sur le partage de la terre, comme sur le massacre, le nouveau président n'a pas publiquement position.

### **Et maintenant?**

Les organisations progressistes paysannes se sont opposées à la prolongation du CARP et décrivent CARPER comme une régression. Elles dénoncent une réforme pro-propriétaires fonciers et les clauses d'un programme qui leur permet de renforcer leur pouvoir sur les campagnes.

Depuis 1988, les paysans ont appris qu'ils ne doivent pas compter sur les tribunaux et le parlement pour acquérir ou conserver leurs terres. Les organisations progressistes réunies au sein du syndicat Kilusang Magbubukid ng Pilipinas (KMP) les soutiennent dans leur lutte et leurs revendications. KMP se mobilise en faveur de la "Genuine Agrarian Reform Bill" (GARB). Il s'agit d'une proposition de loi impulsant des réformes plus radicales. Le texte a été introduit par trois partis progressistes : Anakpawis, Bayan Muna et le Gabriela Women's Party. Il vise à démanteler les grands monopoles agraires, à soutenir le développement des campagnes et à mettre un terme à toutes les formes d'exploitation des paysans par les propriétaires fonciers.

Ce texte est une adaptation d'un article publié par Intal (International action for liberation) :  
<http://www.intal.be/fr/article/20-ans-de-reforme-agraire-aux-philippines>



## Benigno Aquino III, « Noynoy » : le président du changement ?

Noynoy Aquino a été élu président en mai dernier. Il est le fils de Ninoy Aquino (un opposant de Marcos, assassiné en 1983) et de Cory Aquino (qui a présidé les Philippines de 1986 à 1992, après le People Power). Noynoy Aquino a été élu grâce à un fort soutien populaire, dû à l'aura de ses parents et à ses discours progressistes, en particulier en faveur des

pauvres et des droits humains. Lors de son arrivée au pouvoir, Noynoy Aquino a nommé ministre de la Justice Leila de Lima, une militante de longue date des droits humains et a annoncé la reprise des négociations de paix avec le CPP-NPA-NDF. Il a également reconnu que l'arrestation des « 43 de Morong » était entachée d'irrégularités.

Dans le même temps, il a prolongé Oplan Bantay Laya qui se terminait normalement avec le mandat de l'ex-présidente (GMA) et les seuls prisonniers politiques qu'il a libérés sont des militaires putschistes. Noynoy Aquino fait partie des propriétaires de l'Hacienda Luisita et il a laissé son clan familial continuer de priver de leurs droits les milliers de paysans de l'hacienda à qui une partie des terres de la propriété devrait être redistribuées selon la loi de 1988.

## Militarisation et présence militaire américaine

La fin de la dictature militaire de Ferdinand Marcos en 1986 n'a pas été synonyme d'une moindre militarisation de l'archipel. Par leurs multiples tentatives de coup d'état comme par leur présence aux plus hauts niveaux de l'appareil étatique, les militaires sont restés des acteurs politiques importants. Après 1986,

à l'apparition des *vigilantes* (escadrons de la mort), s'est ajoutée la création des CAFGUs (Citizen Armed Force Geographical Unit) : des civils auxiliaires de l'Armée, dont le nombre est estimé à 60 000, souvent impliqués dans les cas de violations des droits humains. De plus, après 2001 et dans le cadre de la déclinaison, aux Philippines, de la « guerre contre le terrorisme », sous le nom d'« Operation Freedom Eagle », l'Armée philippine a développé les techniques contre-insurrectionnelles (notamment avec Oplan Bantay Laya), qui se traduisent par une militarisation des campagnes.

L'histoire de la présence militaire américaine ne date pas de 2001. Après la guerre coloniale de 1898-1913, les États-Unis ont placé les Philippines sous le régime du « commonwealth » en 1935. Au sortir de la guerre du Pacifique, en 1946, ils ont officiellement octroyé l'indépendance aux Philippines, même si des accords économiques inégaux (le Bell Trade Act de 1946, puis le Laurel-Langley Agreement en 1955) ont été conclus. La présence américaine s'est alors matérialisée par d'importantes bases militaires, à Subic et Clark, qui ont durablement assuré aux États-Unis leur présence militaire dans la mer de Chine. Ces bases ont notamment été très importantes lors des



guerres de Corée et du Vietnam. Utilisées comme lieu de « repos » pour toutes les troupes du Pacifique, en temps de paix comme en temps de guerre, ces bases étaient entourées de centaines de bordels : au début des années 1990, on estimait que plus de 50 000 femmes prostituées travaillaient grâce à la clientèle militaire américaine. Mais en 1992, le sénat philippin a refusé de renouveler le bail accordé à l'Armée américaine et les bases ont été fermées.

La décision du sénat en 1992, qui s'explique davantage par la conjoncture politique du sénat d'alors que par un consensus des élites nationales sur la question, ne signifie pas que les Philippines ont depuis récupéré la souveraineté militaire sur leur territoire. En effet, dès 1999, les États-Unis et les Philippines signaient le RP-US Visiting Forces Agreement (VFA). Parmi ses nombreuses dispositions, le VFA autorise, sans aucune restriction, les mouvements de vaisseaux de guerre et d'avions militaires américains sur les eaux et dans les airs nationaux. Le VFA dispense les soldats américains de visa pour entrer sur le territoire philippin et il permet aux soldats américains accusés de crime sur le sol philippin de rester sous la juridiction américaine (cette disposition a notamment été utilisée pour protéger des soldats américains accusés de viol par des femmes philippines). Enfin, le VFA dispense de taxes et de quotas les importations de matériels militaires en provenance des États-Unis.

Par ailleurs, depuis 1991, ce qui est décrit comme des « exercices militaires » conjoints des armées américaines et philippines, sous le nom de « Balikatan », ont régulièrement lieu. Ces « exercices » ont été arrêtés en 1995 en raison du fort mouvement de protestation, mené par les forces progressistes et la hiérarchie catholique. Ils ont repris en 1999. Ces « exercices » conjoints permettent aux États-Unis et aux Philippines d'unifier leur commandement, d'entraîner et de former leurs troupes respectives, mais également de mener, sous couvert d'« exercices », des opérations militaires – en particulier à Mindanao et dans l'archipel de Jolo. Les Balikatan sont aussi l'occasion pour les États-Unis et les Philippines de mener des opérations contre-insurrectionnelles sous couvert d'opérations humanitaires : rénovations et construction d'écoles et d'infrastructures, installation de services médicaux et vétérinaires, etc. Cela a été le cas, par exemple, lors de Balikatan 2006, lorsque les troupes américaines (1 500 hommes) et philippines ont porté secours aux victimes d'un glissement de terrain à Leyte. Un autre exemple est la réalisation, lors de Balikatan 2007, de la construction sur l'île de Jolo, d'une route de quatre kilomètres.

Les Balikatan sont souvent le prétexte à la militarisation des campagnes et ils se déroulent souvent là où l'État veut contenir les mouvements de paysans. Ainsi, en 2010, il a été révélé que certains des futurs « exercices » auraient lieu dans l'Hacienda Luisita, alors que les propriétaires de l'hacienda refusent toujours de partager, conformément à la loi de 1986, la terre avec la dizaine de milliers de paysans qui y travaillent et que des manifestations ont régulièrement lieu. Depuis mars, une quinzaine de soldats américains ont été vus dans l'hacienda, puis des véhicules avec le sigle « RP-US Balikatan Exercises » en octobre dernier. Les militaires auraient proposé, dans les villages les plus pauvres, de construire des bâtiments de trois étages qui pourraient servir de

centre d'évacuation et de centre médicaux. Depuis juin, le recrutement des CAFGUs se seraient intensifié sur le domaine. Ainsi, dans le barangay Asturias, où vivent 300 familles, le 70<sup>e</sup> bataillon d'infanterie s'est installé sur un terrain de 600m<sup>2</sup> et les CAFGUs a commencé par disposer de cinq huttes. Fin octobre, quatre huttes pour les CAFGUs se sont ajoutées : les militaires sont omniprésents dans ce barangay.



## Le VFA : déjà onze années et combien d'abus ?

Voici une liste, non exhaustive, d'abus et de violences liées au Visiting Forces Agreement (VFA) :



- **25 juillet 2002** : Buyong-buyong Isnijal est tué par un soldat américain, le Sgt. Reggie Lane, dans sa maison du barangay Canas, à Tuburan (Basilan). Lane se trouvait parmi les soldats du 18<sup>e</sup> bataillon d'infanterie qui conduisait des opérations militaires dans les environs. Les témoignages autour de cet événement a démontré que les troupes américaines étaient engagées dans des opérations de combats, contrairement aux dispositions du VFA.
- **25 mai 2004** : les frères Ulong Malla, Jumadil Malla et Ibrhaim Malla sont tués dans le barangay Sipangkot, sur l'île d'Umapoy (Tawi-Tawi). Les témoins décrivent au moins quatre soldats américains participant à un raid conjoint des armées américaine et philippine.
- **21 juin 2004** : Arsid Baharon est tué par un soldat américain (dont les autorités américaines refusent de donner l'identité) dans le barangay San Roque, à Zamboanga City, dans une zone qui avait été transformée en terrain de tir pour des exercices militaires conjoints des armées américaines et philippines. Pour éviter les poursuites, l'Armée a donné à la famille de Arsid 50 000 pesos (830 euros).
- **30 novembre 2007** : des soldats américains, menés par le sergent-major Ronburg, s'introduisent dans le Panamao District Hospital et ordonnent au personnel médical sa fermeture à 18 heures. Les soldats menacent le directeur de l'hôpital, le docteur Silak Lakkian, de tuer toute personne se trouvant dans l'hôpital après cette heure.
- **4 février 2008** : des troupes américaines sont vues participant à l'assaut du barangay d'Ipil, Maimbung (Sulu), dans lequel huit civils sont tués. Un survivant, Sandrawina Wahid, atteste avoir vu quatre soldats américains avec des membres de la marine et des troupes d'élite philippines.
- **mars 2000** : Marcelo Batestil, un conducteur de taxi, est molesté par trois soldats américains à Cebu.
- **1<sup>er</sup> novembre 2005** : Nicole (pseudonyme) est violée par le caporal Daniel Smith, qu'encouragent trois autres soldats (Dominic Duplantis, Keith Silkwood et Chad Carpentier). Condamné par la justice philippine, Smith est transféré de la prison de Makati à l'ambassade américaine, contre tous les accords judiciaires existants entre les deux pays. Smith a ensuite été rapatrié aux États-Unis et libéré.



- **14 mai 2009** : Vanessa, une étudiante de 22 ans, déclare avoir été violée, le 19 avril, par un Marine dans said a US Marine dans un hotel cinq étoiles de Makati.
- **2 février 2010** : Gregan Cardeño est tué dans les baraques militaires américaines de Camp Ranao (Marawi City). Si les autorités prétendent qu'il s'agit d'un suicide, ses proches mettent en doute cette version en raison des circonstances ayant entouré le décès.

## Plus d'informations :

Karapatan  
<http://www.karapatan.org>

Desaparecidos  
<http://desaparecidos.wordpress.com>

Free Jonas Burgos Movement  
<http://freejonasburgosmovement.blogspot.com>

Le rapport d'Amnesty International 2009 sur les Philippines  
<http://www.amnesty.org/fr/region/philippines/report-2009>

Pétition pour les « 43 de Morong »  
<http://www.petitiononline.com/FreeD43/petition.html>

Site de José Maria Sison  
<http://www.josemariasison.org>

Campagne en Belgique pour la fin des assassinats politiques aux Philippines  
<http://www.stopthekillings.be/fr>



Contact : <a href="mailto:solidaritesphilippines@yahoo.fr">solidaritesphilippines@yahoo.fr</a>	<b><a href="http://solidaritesphilippines.wordpress.com">http://solidaritesphilippines.wordpress.com</a></b>	<b>FREE THE 43</b>
	Solidarités Philippines est un site d'information sur les luttes menées aux Philippines par les paysan-ne-s, les habitant-e-s des bidonvilles, les minorités ethnolinguistiques, les femmes... Ces luttes pour le partage de la terre, pour les droits humains, contre la militarisation et la présence américaine... contribuent à celles pour l'émancipation des peuples et le renversement du capitalisme et du patriarcat. C'est dans une perspective internationaliste que Solidarités Philippines souhaite les faire connaître et contribuer à la construction de solidarités politiques. Solidarités Philippines participe aux campagnes internationales de solidarités politiques, notamment avec les victimes de la guerre anti-insurrectionnelle et les prisonnier-e-s politiques (dont les « 43 de Morong »).	
	<b>Solidarités Philippines</b>	

Dans le cadre de la campagne internationale de solidarité politique avec les victimes de la guerre anti-insurrectionnelle menée aux Philippines, plusieurs conférences-débats sont organisées, en présence de :

**Coni Empeño**, membre de Desaparecidos,  
**Dan**, réfugié politique philippin aux Pays-Bas,  
**Gwénola Ricordeau**, porte-parole de Karapatan en France.

22 novembre : **Paris**. 19h30, CICP (21 ter, rue Voltaire / métro Rue des boulets)

23 novembre : **Nanterre**. 12h, campus de l'Université de Nanterre (Amphi C2 / RER Nanterre université)

**Lyon**. 19h, campus des quais de l'université Lyon II (arrêt de tram T1, rue de l'université)

24 novembre : **Toulouse**. 19h30, campus de l'Université  
Toulouse 2 Le Mirail (Amphi 9 / métro  
Mirail Université)

Organisations participantes :  
Solidarités Philippines, AGEN, Coup  
pour Coup 31, ROCML – JCML, VP-  
Partisan, PC maoïste de France, La  
Cause du Peuple, Servir le Peuple.

**STOP**  
**aux assassinats !**  
Répression et résistance aux Philippines

Mercredi 24 novembre dès 19h30  
à l'Université Toulouse II - Le Mirail  
Amphi 9 (dans l'Arche)  
Métro Mirail-Université - Ligne A

**POLICE LINE DO NOT CROSS**

**Conférence-débat sur les assassinats politiques aux Philippines**

En présence de :  
- Gwénola Ricordeau, porte parole de Karapatan-France  
(ONG philippine de défense des droits humains), sociologue  
- Concepción Empeño, membre de Desaparecidos (une organisation de proches de « disparus »), dont la fille, Karen, une étudiante de l'Université des Philippines a disparu en 2006  
- Dan, militant philippin, réfugié politique aux Pays-Bas

Coup !  
Coup.  
31

Organisé par le collectif Coup Pour Coup 31, en collaboration avec Solidarités-Philippines et l'AGEN (Association Générale des Étudiants de Nanterre)  
Contact : couppourcoup31@gmail.com

À l'occasion de la conférence-débat sur les assassinats et disparitions politiques aux Philippines qui se tiendra au CICP (Paris, 11<sup>e</sup> arr., 21 ter, rue Voltaire / métro Rue des Boulets) le 22 novembre, à 19h30 :

Isabelle Merminod, photojournaliste,  
présentera ses photos exclusives des « 43 de Morong » et des familles de disparu-e-s



isabelle@isabellemerminod.com



www.isabellemerminod.com

Les « 43 de Morong » sont des personnels de santé communautaire, incarcéré-e-s depuis février 2010. Alors que ces bénévoles suivaient une formation sur les soins de première nécessité pour les communautés les plus déshéritées, ils/elles ont été accusé-e-s d'appartenir à la guérilla communiste.